

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 43 (2006)
Heft: 1687

Artikel: Médicaments : à qui profitent les cachets?
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1008999>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

A qui profitent les cachets?

Une nouvelle fois les industries pharmaceutiques, Novartis et Roche en tête, annoncent des résultats trimestriels éclatants. On ne peut que s'en réjouir. Pour les exportations helvétiques d'abord, pour les salariés de la branche ensuite, pour le fisc enfin.

Tout pour le mieux? On pourrait presque le croire. Certes le prix de vente des médicaments en Suisse est élevé, mais la santé, préoccupation majeure de la population, n'a pas de prix. Les médias, prompts à la critique à l'égard des pouvoirs politiques et économiques, montrent une étonnante bienveillance pour les entreprises pharmaceutiques.

Pourtant l'image s'assombrit lorsqu'on y regarde de plus près. Les scandales qui éclaboussent régulièrement l'un ou l'autre des grands de la pharmacie - le plus souvent aux Etats-Unis - rappellent que les multinationales du médicament ne sont pas des sociétés de bienfaisance, mais qu'elles visent d'abord la conquête de marchés profitables, par des moyens parfois douteux. Les sommes colossales dépensées pour la promotion de leurs produits - un multiple de celles consenties pour la recherche - illustrent l'effort des pharmaceutiques pour influencer le corps médical et les consommateurs, mais aussi les médias

et les politiques. Un effort qui relève plus de la recherche du profit que du souci de la santé publique. Cette priorité se manifeste clairement dans la mise sur le marché de produits so-disant nouveaux - en réalité des copies presque à l'identique de médicaments anciens - pour concurrencer les produits à succès d'autres firmes ou éviter la concurrence de génériques à l'échéance du brevet. Bref, la branche engage plus d'énergie à créer et développer la demande qu'à répondre à de réels besoins thérapeutiques. C'est d'ailleurs elle qui dicte les développements de la recherche et la définition des pathologies, mettant l'accent sur les

symptômes plus que sur les causes des maladies et élargissant sans cesse la liste des états morbides justifiant un traitement médicamenteux.

L'analyse des résultats financiers des industries pharmaceutiques, plutôt que de nous réjouir béatement, devrait conduire à nous interroger sur les dérives d'un système de santé toujours plus coûteux, en même temps qu'il échoue à améliorer significativement l'état de santé de la population. *jd*

DP n°1682, « Politique de la santé: à bas le monopole » (jd).

François Choffat, *Hold-up sur la santé*, Editions Jouvence, 2005.

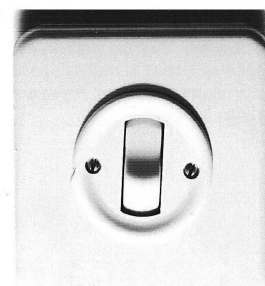
Energie: un pic en forme d'avertissement

Parmi les quarante-huit pays producteurs de pétrole, trente-trois ont atteint et dépassé le fameux pic pétrolier: leur production décroît inexorablement. Par ailleurs les estimations des réserves sont tout sauf fiables. Les chiffres annoncés par les pays producteurs sont à coup sûr trop optimistes, pour la bonne raison que l'OPEC attribue les quotas de production en fonction des réserves déclarées. Et les grandes compagnies ont revu leurs chiffres à la baisse. C'est dire que la lutte pour l'or noir va s'intensifier et connaître des épisodes sanglants. Déjà de nombreux conflits régionaux sentent à plein nez le pétrole, au Darfour et au Moyen Orient notamment.

La Suisse, pour assurer son approvisionnement énergétique, n'a pas les moyens de jouer dans la cour géostratégique des grands. Reste que la part du pétrole dans sa consommation totale (57%) souligne sa dépendance. Dans ces conditions, une politique de sécurité crédible doit mettre l'accent sur le facteur énergétique. Or notre pays ne semble pas encore conscient de cette nécessité vitale. La politique énergétique, éclatée entre communes, cantons et Confédération, ne vise pas des objectifs clairs à des échéances proches. Et la croyance dans la clairvoyance et l'efficacité du marché justifie la modestie des moyens publics consacrés au développement des énergies renouvelables et à la promotion de l'efficacité énergétique.

Certes les actions telles qu'Energie 2000 et Suisse Energie, pilotées par l'Office fédéral de l'énergie, sont de bonne qualité. Mais aujourd'hui, tabler sur la volonté de coopération de l'économie privée et la sensibilisation des consommateurs ne suffit plus. L'effort doit être plus massif - notamment dans le soutien financier des énergies renouvelables - si l'on veut éviter les mauvaises surprises que pourraient nous réserver les incertitudes du marché du pétrole - prix et quantités disponibles. *jd*

Allumons Lausanne!
31 juillet 2006
127444 bougies
Un projet de Muma



L'artiste lausannois cherche 950 volontaires pour allumer les bougies de sa performance. Le chiffre correspond au nombre d'habitants que la capitale vaudoise devrait avoir à cette date-là. Les bougies seront posées à même le sol, éclairage public éteint, entre la place Saint-François et la place du Château.

Inscriptions:
www.allumonslausanne.ch